

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLE SUD MARNE

19 avenue Charles de Gaulle
BP 53
08300 Rethel

Références : D2 e 2025 856
Code AIOT : 0005704598

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2025 dans l'établissement EOLE SUD MARNE implanté EOLE SUD MARNE (ex AILENERGIE) 51230 Gourgançon. L'inspection a été annoncée le 06/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection est intervenue pour vérifier notamment le respect des prescriptions concernant les suivis environnementaux étant donné la mortalité de Milan royal recensée sur le site en 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLE SUD MARNE
- EOLE SUD MARNE (ex AILENERGIE) 51230 Gourgançon

- Code AIOT : 0005704598
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc est constitué de 30 aérogénérateurs et 6 postes de livraison ;
 Son autorisation date du 14 avril 2015 ;
 Sa mise en service industrielle date du 1er janvier 2023 ;
 La hauteur en bout de pale des aérogénérateurs s'élève à 200 m.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 30/04/2020, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Matériaux combustibles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 22/08/2011, article 31	Sans objet
5	Maintenance périodique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit proposer des solutions de protection du Milan royal en période de moisson, déposer les données brutes de biodiversité sur DEPOBIO et régulariser les données inscrites sur la plateforme OREOL.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/04/2020, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée :

<p>Le tableau listant les communes, parcelles et lieux-dits des installations concernées et figurant à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2015-A-32-IC du 14 avril 2015 est remplacé par le tableau suivant :</p>
<p>Constats :</p> <p>Les coordonnées des installations figurant sur OREOL ne correspondent pas avec les coordonnées de l'Arrêté préfectoral complémentaire n°2020-APC-50-IC.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit régulariser les données inscrites sur la plateforme OREOL.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un cadavre de Milan royal, espèce menacée, a été retrouvé le 24/07/2024 au cours d'un suivi environnemental. Suite à cette découverte l'exploitant déclare avoir arrêté les machines pendant sept jours avant de reprendre son activité, l'exploitant a transmis une fiche relatant l'incident à l'Inspection.</p> <p>Le bureau d'étude conclut dans son rapport de suivi de mortalité sur l'année 2024, qu'il s'agissait d'un individu isolé chassant à proximité des éoliennes car ayant été attiré par les opérations agricoles (moissons) de la saison estivale. L'impact du parc sur l'avifaune en 2024 est qualifié de modéré par le prestataire chargé du suivi environnemental, 25 cadavres d'oiseaux ont été retrouvés dont 16 en période estivale.</p> <p>Le bureau d'étude recommande notamment un bridage agricole ou un bridage dynamique en période estivale. Aucun dispositif particulier n'a été mis en place par l'exploitant.</p> <p>Sur le terrain, l'Inspection n'a pas constaté de plateformes mal entretenues avec une végétation excessive pouvant attirer d'avantage l'avifaune.</p>

L'Inspection ne dispose pas des attestations de dépôt par l'exploitant des données brutes de biodiversité sur la plateforme DEPOBIO.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir des propositions de mesures protectives à l'égard de l'avifaune et notamment du Milan royal en période de moissons, conformément aux recommandations inscrites dans le suivi environnemental portant sur l'année 2024. Les données brutes des suivis d'impacts sur la biodiversité sont à déposer sur la plateforme DEPOBIO.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Matériaux combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Matériaux combustibles
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'Inspection a constaté par sondage que l'intérieur des aérogénérateurs était maintenu propre. Aucun matériau combustible ou inflammable n'a été retrouvé au sein de l'éolienne S6 et du PDL 2. Aucune non-conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/08/2011, article 31
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection l'acte de cautionnement du 01/01/2023. Cet acte assurant la garantie financière du parc expire le 31/12/2027. Aucune non-conformité n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maintenance périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Autre, Maintenance périodique
Prescription contrôlée : [...] Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. [...]
Constats : L'exploitant a présenté le registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance effectuées sur le parc. Par sondage, l'Inspection a vérifié les rapports de vérifications des équipements des machines. La vérification globale du 01/07/2025 sur l'éolienne E8 ne fait apparaître aucune non conformité concernant les équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse. Aucun écart à la prescription contrôlée n'a été observée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé à minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Par sondage, l'Inspection a procédé au contrôle des équipements d'extinction d'incendie. Les agents d'extinction de l'éolienne S6 et du PDL 2 sont en bon état apparent, dégagés de tout obstacle et ont été vérifiés en juillet 2025. Aucune non-conformité à la prescription contrôlée n'a été observée.
Type de suites proposées : Sans suite